

Pendant ce temps, on continue de s'endetter auprès des banques privées... On en est à 99% du PIB

écrit par Conan | 3 décembre 2018

Les effarants emprunts de la zone euro

A méditer, car que de similitudes avec les dangers d'une époque révolue --les années 30-- dont les turlupins de l'actuel Exécutif nous rebattent les oreilles (CONAN)

Arnaud Raffard de Brienne
raffard-brienne@present.fr

ALORS QUE LA BANQUE centrale européenne confirme son intention de réduire de moitié son soutien à la dette des Etats de la zone euro, ces derniers continuent à s'endetter à tour de bras auprès des marchés et, selon les analyses de Natixis, devraient emprunter la somme effarante de 850 milliards d'euros en 2019. Sans grande surprise, les plus gros emprunteurs seront respectivement l'Italie avec 240 milliards d'euros, talonnée par la France 225 milliards, ces deux nations poursuivant leur course folle à l'abîme. Loin derrière, le troisième emprunteur, l'Allemagne, devra quand même recevoir 148 milliards. A elles trois, ces nations emprunteront donc 613 milliards. La France, que sa fiscalité globale place au premier rang mondial des prélèvements, sera donc, en même temps, le deuxième plus gros emprunteur de la zone euro, avec un emprunt encore supérieur de 30 milliards à celui de 2018.

Loin de rembourser le premier fifrelin de sa dette abyssale, notre pays financera la seule charge de la dette à hauteur de 43 milliards en 2018, soit le deuxième poste budgétaire après l'Education dite nationale.

Les 2 300 milliards d'endettement représentent aujourd'hui 99 % du Produit intérieur brut (PIB) et nul besoin d'être grand devin pour imaginer que le seuil symbolique des 100 % devrait très prochainement être atteint. Rien qu'au second trimestre 2018 de cette année, la dette s'est accrue de 5,2 milliards supplémentaires, soit plus d'1,7 milliard par mois. La dette publique re-

présentait 12 % du PIB à la fin des Trente Glorieuses et déjà 60 % en 2000. Démonstration nécessaire et suffisante prouvant, s'il en était encore besoin, que nombre de prétendues avancées sociales, et la quasi-totalité de l'immigration, ont été financées à crédit, avec un argent que nous ne possédions pas ; d'où les lendemains difficiles dont nous entrevoyons les prémices, et la colère qui monte, revêtue ou non d'un gilet jaune.

Les promesses envolées du traité de Maastricht et de l'euro

Au moment où ralentit la croissance dans la zone euro et augmentent dette et chômage, il pourrait paraître cruel de rappeler les déclarations des thuriféraires de l'accord de Maastricht et de la monnaie unique. Et pourtant... A tout seigneur, tout honneur, commençons par Jacques Delors, en 1972 : « Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir : la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie. » Sans commentaire. La même année, l'inénarrable Valéry Giscard d'Estaing renchérisait : « Si le Traité était en application, finalement la Communauté européenne connaîtrait une croissance économique plus forte, donc un emploi amélioré. » Et enfin, pour conclure provisoirement et s'abstenir ainsi de tout acharnement, finissons par Martine Aubry (1992) : « L'Europe, ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion. » Rien que des visionnaires, mais maintenant il faut... payer.

Article de Arnaud Raffard de Brienne paru dans le quotidien "Présent" du 28 Novembre 2018

Passionnant et indispensable article paru sur Présent :

Les effarants emprunts de la zone euro

A méditer, car que de similitudes avec les dangers d'une époque révolue --les années 30-- dont les turlupins de l'actuel Exécutif nous rebattent les oreilles (CONAN)

Arnaud Raffard de Brienne
raffard-brienne@present.fr

ALORS QUE LA BANQUE centrale européenne confirme son intention de réduire de moitié son soutien à la dette des Etats de la zone euro, ces derniers continuent à s'endetter à tour de bras auprès des marchés et, selon les analyses de Natixis, devraient emprunter la somme effarante de 850 milliards d'euros en 2019. Sans grande surprise, les plus gros emprunteurs seront respectivement l'Italie avec 240 milliards d'euros, talonnée par la France 225 milliards, ces deux nations poursuivant leur course folle à l'abîme. Loin derrière, le troisième emprunteur, l'Allemagne, devra quand même recevoir 148 milliards. A elles trois, ces nations emprunteront donc 613 milliards. La France, que sa fiscalité globale place au premier rang mondial des prélèvements, sera donc, en même temps, le deuxième plus gros emprunteur de la zone euro, avec un emprunt encore supérieur de 30 milliards à celui de 2018.

Loin de rembourser le premier fifrelin de sa dette abyssale, notre pays financera la seule charge de la dette à hauteur de 43 milliards en 2018, soit le deuxième poste budgétaire après l'Education dite nationale.

Les 2 300 milliards d'endettement représentent aujourd'hui 99 % du Produit intérieur brut (PIB) et nul besoin d'être grand devin pour imaginer que le seuil symbolique des 100 % devrait très prochainement être atteint. Rien qu'au second trimestre 2018 de cette année, la dette s'est accrue de 5,2 milliards supplémentaires, soit plus d'1,7 milliard par mois. La dette publique re-

présentait 12 % du PIB à la fin des Trente Glorieuses et déjà 60 % en 2000. Démonstration nécessaire et suffisante prouvant, s'il en était encore besoin, que nombre de prétendues avancées sociales, et la quasi-totalité de l'immigration, ont été financées à crédit, avec un argent que nous ne possédions pas ; d'où les lendemains difficiles dont nous entrevoyons les prémices, et la colère qui monte, revêtue ou non d'un gilet jaune.

Les promesses envolées du traité de Maastricht et de l'euro

Au moment où ralentit la croissance dans la zone euro et augmentent dette et chômage, il pourrait paraître cruel de rappeler les déclarations des thuriféraires de l'accord de Maastricht et de la monnaie unique. Et pourtant... A tout seigneur, tout honneur, commençons par Jacques Delors, en 1972 : « Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir : la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie. » Sans commentaire.

La même année, l'inénarrable Valéry Giscard d'Estaing renchérisait : « Si le Traité était en application, finalement la Communauté européenne connaîtrait une croissance économique plus forte, donc un emploi amélioré. » Et enfin, pour conclure provisoirement et s'abstenir ainsi de tout acharnement, finissons par Martine Aubry (1992) : « L'Europe, ce sera plus d'emploi, plus de protection sociale et moins d'exclusion. » Rien que des visionnaires, mais maintenant il faut... payer.

Article de Arnaud Raffard de Brienne paru dans le quotidien "Présent" du 28 Novembre 2018

Et les successeurs de cette engeance croient pouvoir nous snober aujourd'hui en ressassant à l'infini « Les heures sombres des années 30 » qui sont pourtant nées des mêmes causes : spéculation boursière débridée, crédits faciles / endettement excessif, finance volatile apatride, le tout orchestré par les mêmes (traders, golden boys, young leaders et même Chef d'Etat banquier...) mais aggravées cette fois par l'arrivée de millions de bouches à nourrir ! Alors s'il vous plaît, au lieu de tant pérorer pour occuper le terrain verbeux, que celles et ceux qui nous « gouvernent » fassent leur boulot : identifier les causes de cette situation et y remédier d'extrême urgence ! ... Et cesser, une fois pour toutes; de faire l'inverse de ce qu'il faudrait faire.

A ce sujet, le chemin de Marrakech n'est certainement pas la meilleure direction ! Comprendront-ils enfin qu'ils sont sous surveillance, non seulement des gilets jaunes, mais de tous les Français ?

Complément de BobbyFR94

En plus de la dette cachée, les branches maladie, retraite, éducation nationale, armée, ne sont financées...que par les TAXES & les IMPÔTS, mais aussi par les emprunts...

<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/06/11/31007-20150611ARTFIG00140-3200-milliards-d-euros-la-dette-francaise-cachee-dont-on-ne-parle-pas.php>

Article datant du 11 juin 2015, donc le montant a augmenté...